

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 10/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **BACHELET-BONNEFOND**

12 rue de l'ancienne Mare  
BP45  
76140 Le Petit-Quevilly

Références : 2026.03.T.95  
Code AIOT : 0005801216

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement BACHELET-BONNEFOND implanté ZI des Patis 12, rue de l'Ancienne Mare 76140 Le Petit-Quevilly. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du programme de suivi des installations classées pour l'année 2026, l'inspection s'est rendue le 3 mars 2026 sur le site de la société BACHELET BONNEFOND, situé 12, rue de l'Ancienne Mare à Petit-Quevilly (76140) afin notamment de finaliser l'instruction du dossier de porter à connaissance du 12 novembre 2024 modifié et complété le 5 novembre 2025 relatif aux modifications des conditions d'exploitation du site de Petit-Quevilly ainsi que certaines prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 avril 2022.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BACHELET-BONNEFOND
- ZI des Patis 12, rue de l'Ancienne Mare 76140 Le Petit-Quevilly
- Code AIOT : 0005801216
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 21 avril 2022 à exercer une activité de traitement de déchets liquides dangereux et non dangereux (pour une capacité totale de 18 000 t/an) soumise à une autosurveillance de ses eaux résiduaires avant rejet dans la station d'épuration Emeraude de la Métropole Rouen Normandie via le réseau d'assainissement collectif.

Le site relève également de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles du fait de son classement à la rubrique n° 3510 dite « IED » de la nomenclature des installations classées. Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) s'appliquent ainsi aux installations.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Réservoirs	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 7.6.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 1.7.1	Sans objet
2	Autre limites de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 1.2.3.1	Sans objet
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 3.2.4	Sans objet
4	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 4.3.11	Sans objet
5	Autosurveillance rejets eaux résiduaires	AP de Mise en Demeure du 30/08/2023, article 1	Levée de mise en demeure
6	Eaux résiduaires traitées	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 4.3.15	Sans objet
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 7.3.3	Sans objet
9	Traitement de déchets	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 8.3.7	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a déposé un porter-à-connaissance de modifications des conditions d'exploitation des installations. Les modifications demandées par l'exploitant revêtent un caractère notable mais non substantiel des éléments du dossier d'origine de demande d'autorisation d'exploiter au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement. Elles ne nécessitent pas d'être portées à la connaissance du public.

Il apparaît toutefois nécessaire de modifier certaines prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral actuel régissant le site afin de prendre notamment en compte :

- les modifications sur la nature des déchets admis sur site,
- la révision des codes déchets autorisés sur le site,
- les modifications des valeurs limites d'émission des rejets aqueux,
- la suppression des garanties financières.

Les éléments apportés justifiant la demande de modifications de la nature des déchets admis sur site, notamment les critères d'acceptabilité ne sont pas suffisamment précis et argumentés pour permettre d'acter les nouvelles valeurs proposées (exprimé en mg/kg MS sur certains paramètres alors que les analyses s'effectuent sur un déchet liquide). Aussi, une réunion d'échange est organisée le mardi 21 avril 2026 sur site pour éclaircir ce point.

Ensuite, l'inspection pourra proposer un projet de modification de l'arrêté préfectoral cadre du 21 avril 2022.

Concernant l'exploitation du site après la visite de terrain, il est attendu de la part de l'exploitant de justifier du bon état des cuves (transmission d'un rapport de test d'étanchéité de moins de 10 ans) pour la filière Liposep, de bien les identifier par filière de traitement, de mettre sur rétention l'ensemble du dispositif de traitement au charbon actif (canalisations comprises) et de nettoyer ladite rétention.

Enfin, le site est toujours soumis à la mise en demeure du 30 août 2023 dont la levée est conditionnée à l'absence de dépassement de l'autosurveillance sur 6 mois consécutifs. Mis à part les paramètres cuivre et zinc (objet des PAC du 23/12/24 et 05/11/25), l'inspection des installations classées considère que la mise en demeure peut désormais être levée, car il n'a pas été constaté de dépassements sur les 6 derniers mois, depuis juin 2025.

L'inspection des installations classées propose à monsieur le Préfet la levée de la mise en demeure du 30 août 2023.

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Porter à connaissance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 1.71
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>

L'exploitant a transmis un porter-à-connaissance le 12 novembre 2024 relatif aux modifications des conditions d'exploitation du site de Petit-Quevilly. Ce porter-à-connaissance a été modifié et complété le 5 novembre 2025 afin de préciser les nouveaux codes déchets ainsi que les critères d'acceptabilité des déchets admis sur le site et de justifier les demandes de modifications des valeurs limites d'émission dans les rejets aqueux.

Le projet ne modifie pas le classement du site vis-à-vis de la nomenclature des installations classées, ni les quantités de traitement autorisées, ni les quantités de déchets entreposées ; ne constitue pas une extension géographique, ni une extension de la quantité totale de déchets produite sur site.

De plus, cette modification n'est pas de nature à changer significativement les dangers et inconvénients connus du site pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement. Par conséquent, les modifications demandées par l'exploitant revêtent un caractère notable mais non substantiel des éléments du dossier d'origine de demande d'autorisation d'exploiter (du 15 octobre 1997) au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement, et ne nécessitent pas de nouvelle consultation du public.

Depuis le 8/7/2024, correspondant à la date d'entrée en vigueur du décret n°2024-742 du 6/7/2024, les installations visées aux 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement ne sont plus soumises à l'obligation de constituer des garanties financières. Il n'y a donc plus lieu de constituer, ni renouveler, ni même maintenir les garanties financières associées. Seules les installations relevant des articles L.229-32 et L.515-36 du code de l'environnement, c'est-à-dire (1) les sites de stockage géologique de dioxyde de carbone et (2) les établissements SEVESO Seuil Haut, les installations de stockage de déchets, les carrières sont concernées par la constitution des garanties financières.

Il est donc nécessaire de modifier certaines prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral actuel régissant le site afin de prendre notamment en compte :

- les modifications sur la nature des déchets admis sur site,
- la révision des codes déchets autorisés sur le site,
- modifications des valeurs limites d'émission des rejets aqueux,
- la suppression des garanties financières.

#### **Commentaire de l'inspection des installations classées :**

Ces modifications feront l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral cadre abrogeant et remplaçant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21 avril 2022 autorisant et réglementant l'exploitation des installations du site sur la commune de PETIT-QUEVILLY.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Autre limites de l'autorisation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 1.2.3.1

**Thème(s) :** Autre, Nature des déchets admis

#### **Prescription contrôlée :**

Les seuls produits accueillis sur le site sont les suivants, réceptionnés en vrac :

- contenu de bacs à graisses,
- résidus de décantation, filtration, centrifugation,
- mélanges liquides eau / hydrocarbures et boues provenant de séparateurs eaux/hydrocarbures,
- déchets provenant du nettoyage des cuves à fioul (particuliers et PME).

Ces déchets liquides ont pour provenance :

- des bacs à graisses de la restauration,
- des déshuileurs de stations d'épuration,
- des ouvrages de décantation des eaux résiduaires de certaines industries agro-alimentaires,
- des ouvrages de séparation d'hydrocarbures installés sur les rejets d'eaux de temps de pluie d'infrastructures équipées de surfaces imperméabilisées (voiries, commerces, industries, transporteurs, stations de lavage de véhicules...).

Par ailleurs, les déchets doivent respecter les critères physico-chimiques suivants :

Paramètres	Teneurs limites	Observation	Demande PAC
Point d'éclair	> 55 °C	Sur déchet brut	> 55 °C sur huile du déchet brut
Polychlorobiphényles-polychloroterphényles (PCB- PCT) (somme)	< 50 ppm	Sur déchet brut	< 50 ppm sur huile du déchet brut
Matières en suspension	< 10 %		
Composés lourds (sables, sédiments...)	< 30 %		
Halogènes	< 1 ppm		
Chlore et composés du chlore exprimé en chlore	< 1 %		< 1 %
Fluoranthène	< 5 ppm	Sur matière sèche	
Benzo (b) fluoranthène	< 2,5 ppm	Sur matière sèche	

Benzo (a) pyrène	< 2 ppm	Sur matière sèche	

Les déchets doivent en outre respecter les critères physico-chimiques suivants pour être admis en filière de traitement LIPOSEP :

Paramètres	Teneurs limites	Observation
pH	3,5 et 8,5	
PCB	< 0,8 ppm	Sur matière sèche

et en filière de traitement HYDROSEP :

Paramètres	Teneurs limites	Observation	Demande PAC
pH	5,5 et 9		$\geq 3,5$ et $\leq 9$ sur déchets brut
Floculation/ Décantation	Non floculable / non décantable		Floculation positive sur la phase aqueuse
Corps étrangers	< 150mm		
PCB	< 1 ppm	Sur matière sèche	
Fer	< 3000 mg/kg	Sur matière sèche	
Aluminium	< 3000 mg/kg	Sur matière sèche	

Zinc	< 3000 mg/kg	Sur matière sèche	
Cuivre	< 1000 mg/kg	Sur matière sèche	
Plomb	< 1250 mg/kg	Sur matière sèche	
Chrome	< 150 mg/kg	Sur matière sèche	
Nickel	< 50 mg/kg	Sur matière sèche	
Cadmium	< 10 mg/kg	Sur matière sèche	
Arsenic	< 10 mg/kg	Sur matière sèche	
Sélénium	< 5 mg/kg	Sur matière sèche	
Etain	< 5 mg/kg	Sur matière sèche	
Tallium	< 5 mg/kg	Sur matière sèche	
Mercure	< 1 mg/kg	Sur matière sèche	
Autres métaux	Non détectable	Sur matière sèche	



toxiques			
----------	--	--	--

**Constats :**

L'exploitant explique que les critères d'admission des déchets de l'arrêté préfectoral actuel s'appuient principalement sur les matières sèches, ce qui ne correspond pas à la réalité du terrain (déchets liquides) et aux procédés de traitement physico-chimique et biologique mis en œuvre sur l'usine. Une campagne de mesures a été réalisée en 2021 avec l'Agence de l'Eau Seine Normandie, notamment pour définir les niveaux d'abattement des paramètres par les procédés. Pour rappel, le site comprend deux filières distinctes de prétraitement mécanique et physico-chimique suivantes :

**HYDROSEP : (filière déchets dangereux)**

- séparation mécanique des huiles et hydrocarbures (via un déshuileur/débourbeur) et de la phase aqueuse du déchet brut ;
- floculation de la phase aqueuse du déchet brut avant rejet dans le bassin de traitement biologique et récupération de flocs hydrocarburés. Les huiles et hydrocarbures et les flocs hydrocarburés sont mélangés et forment les boues hydrocarburées qui sont éliminées en centre de traitement (incinération).

**LIPOSEP : (filière déchets non dangereux)**

- captation des graisses par saturation de la concentration dans une cuve, en fonction du débit.
- floculation de la phase aqueuse du déchet brut avant rejet dans le bassin de traitement biologique et récupération de flocs de matières grasses. Les graisses et les flocs de graisses sont mélangés et valorisés en filière de méthanisation.

Les deux phases aqueuses après prétraitement (mécanique et physico-chimique) sont ensuite mélangées dans un même bassin pour le traitement biologique.

L'exploitant explique effectuer à chaque réception de déchet :

- une mesure du pH sur le déchet, qu'il soit destiné à la filière hydrosep ou à liposep.
- un test de floculation sur la partie aqueuse du déchet brut pour s'assurer que son dispositif de traitement sera efficace ;
- un test olfactif (graisses ou hydrocarbures).

L'exploitant indique qu'il est plus pertinent d'effectuer des analyses à chaque phase aqueuse du déchet brut avant et après la simulation du prétraitement physico-chimique (injection d'un flocculant), l'objet de la mise à jour de son porter à connaissance du 5 novembre 2025.

L'exploitant propose les critères d'admissibilité suivants pour les déchets :

**- en filière LIPOSEP :**

Paramètres	Teneurs limites	Observation
pH	3,5 à 8,5	Sur le déchet brut

Corps étrangers	< 150 mm	Sur le déchet brut
Floculation/ Décantation	Non floculable / non décan- table	Sur la phase aqueuse du dé- chet brut avant simulation du prétraitement physico- chimique
Matières en suspension	< 10 %	Sur la phase aqueuse après si- mulation du prétraitement physico-chimique
Composés lourds (sables, sé- diments...)	< 30 %	
Halogènes (fluor, brome et iode)	< 1 ppm = 1mg/kg	
Chlore et composés du chlore exprimé en chlore	< 1 %	

**- en filière HYDROSEP :**

Paramètres	Teneurs limites	Observation
pH	5,5 à 9	Sur le déchet brut
Corps étrangers	< 150mm	Sur le déchet brut
Point d'éclair	> 55 °C	Sur l'huile/ hydrocarbures du déchet brut
Polychlorobiphényles-poly- choroterphényles (PCB- PCT) (somme)	< 50 ppm = 50 mg/kg	Sur l'huile/ hydrocarbures du déchet brut

Fluoranthène	< 5 ppm = 5mg/kg	Sur l'huile/ hydrocarbures du déchet brut
Benzo (b) fluoranthène	< 2,5 ppm = 2,5 mg/kg	Sur l'huile/ hydrocarbures du déchet brut
Benzo (a) pyrène	< 2 ppm = 2 mg/kg	Sur l'huile/ hydrocarbures du déchet brut
Floculation/ Décantation	Non floculable / non décan- table	Sur la phase aqueuse du dé- chet brut avant simulation du prétraitement physico- chimique
PCB	< 1 ppm	Sur la phase aqueuse du dé- chet brut avant simulation du prétraitement physico- chimique
Matières en suspension	< 10 %	Sur la phase aqueuse après si- mulation du prétraitement physico-chimique
Composés lourds (sables, sé- diments...)	< 30 %	Sur la phase aqueuse après si- mulation du prétraitement physico-chimique
Halogènes (fluor, brome et iode)	< 1 ppm = 1mg/kg	Sur la phase aqueuse après si- mulation du prétraitement physico-chimique
Chlore et composés du chlore exprimé en chlore	< 1 %	Sur la phase aqueuse après si- mulation du prétraitement physico-chimique
Fer	< 1000 mg/kg	Sur la phase aqueuse après si- mulation du prétraitement physico-chimique

Aluminium	< 1000 mg/kg	Sur la phase aqueuse après simulation du prétraitement physico-chimique
Zinc	< 400 mg/ kg	Sur la phase aqueuse après simulation du prétraitement physico-chimique
Cuivre	< 250 mg/kg	Sur la phase aqueuse après simulation du prétraitement physico-chimique
Plomb	< 300 mg/kg	Sur la phase aqueuse après simulation du prétraitement physico-chimique
Chrome	< 15 mg/kg	Sur la phase aqueuse après simulation du prétraitement physico-chimique
Nickel	< 1 mg/kg	Sur la phase aqueuse après simulation du prétraitement physico-chimique
Cadmium	< 100 mg/kg	Sur la phase aqueuse après simulation du prétraitement physico-chimique
Arsenic	< 0,8 mg/kg	Sur la phase aqueuse après simulation du prétraitement physico-chimique
Fluor	< 2%	Sur la phase aqueuse après simulation du prétraitement physico-chimique
Brome	< 1%	Sur la phase aqueuse après simulation du prétraitement physico-chimique
Iode	< 1%	Sur la phase aqueuse après simulation du prétraitement physico-chimique
Soufre	< 5%	Sur la phase aqueuse après simulation du prétraitement

		physico-chimique
Mercure	< 10 mg/kg	Sur la phase aqueuse après simulation du prétraitement physico-chimique
Autres métaux toxiques ?	Non détectable	Sur la phase aqueuse après simulation du prétraitement physico-chimique

**Commentaire de l'inspection des installations classées:**

L'inspection des installations classées n'est pas convaincue des nouvelles valeurs d'acceptabilité proposées par l'exploitant, notamment sur celles exprimés en mg/kg sur des déchets liquides. Il est proposé une réunion sur site le 21 avril 2026 afin d'échanger sur ce sujet.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 3.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites de rejet

**Prescription contrôlée :**

Les mesures sur les rejets issus du biofiltre et de la sortie de la canalisation de refoulement de la pompe doseuse d'hypochlorite de sodium sont réalisées au plus tard sous un délai de 6 mois après la mise en service du traitement tertiaire puis tous les semestres et doivent respecter les valeurs limites d'émissions (VLE) suivantes :

Paramètres	Valeur limite d'émission (mg/Nm3)	Fréquence de surveillance
HCl (1)	5 mg/Nm3	semestrielle
COVT (1)	45 mg/Nm3 pour un flux inférieur à 0,5 kg/h au point d'émission	semestrielle
NH3 (1)	-	semestrielle

En cas de dépassement, l'exploitant devra remettre, dans un délai de 6 mois à compter de la réception des résultats des analyses précitées, une étude technico-économique portant sur les solu-

tions de réduction de cette concentration.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que les ventilations et extractions du caisson ont été réparées. Elle constate également que des mesures ont été réalisées le 4 septembre 2025 en sortie du biofiltre et de la canalisation de refoulement de la pompe doseuse d'hypochlorite de sodium dont le rapport ne relève pas de dépassement au regard des valeurs limites d'émission. L'exploitant indique que la prochaine campagne devrait être programmée pour avril 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 4.3.11		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limite d'émission des eaux résiduaires		
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le réseau d'assainissement collectif, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies mesurées sur effluent brut non décanté et avant toute dilution.		
Débit de référence	Maximal : 10 m <sup>3</sup> /h, 100 m <sup>3</sup> /j	Moyen journalier : 90 m <sup>3</sup> /j
Paramètre	Concentration moyenne journalière (en mg/l ou µg/l)	Flux moyen mensuel (en g/j ou kg/j)
DCO	1200 mg/l	100 kg/j
DBO5	400 mg/l	32 kg/j
MEST	300 mg/l	24 kg/j
Azote total (N)	75 mg/l	7,5 kg/j
Phosphore total (P)	25 mg/l	4 kg/j
Hydrocarbures totaux	5 mg/l	0,4 kg/j
Cyanure	0,1 mg/l	8 g/j
Phénols	0,1 mg/l	8 g/j
Métaux totaux	1 mg/l	80 g/j
Arsenic	0,05 mg/l	4 g/j
Fer	1 mg/l	80 g/j

Aluminium	1 mg/l	80 g/j
Cadmium	0,1 mg/l	16 g/j
Mercure	0,01 mg/l	8 g/j
Chrome hexavalent	0,1 mg/l	32 g/j
Nickel (1)	1 mg/l	80 g/j
Plomb (1)	0,3 mg/l	80 g/j
AOX (1)	1 mg/l	30g/j
Titane	-	-
BTEX (1)	1,5 mg/l	1g/j-
Chrome (1)	0,3 mg/l	80 g/j
Manganèse (1)	1 mg/l-	10g/j
Nonylphénols	0,1 µg/L	0,9 kg/J
NP2OE*	0,1 µg/L	2,18 g/J
Cuivre et ses composés	5 µg/L	694 g/J
Zinc et ses composés	10 µg/L	2,5 kg/J

(1) La surveillance peut être abandonnée si la substance n'est pas détectée lors de plusieurs analyses sur les rejets aqueux. La substance est jugée non pertinente.

#### Constats :

L'inspection des installations classées passe en revue les demandes de modifications des valeurs limites d'émission en concentration sur les paramètres suivants :

a ) **le cadmium** et ses composés, **le mercure** et ses composés et le **nonylphénol**.

Ce sont des substances dangereuses prioritaires qui sont censées avoir été supprimées depuis le 20 novembre 2021, conformément à l'**arrêté ministériel du 8 juillet 2010** établissant la liste des substances prioritaires et fixant les modalités et délais de réduction progressive et d'élimination des déversements, écoulements, rejets directs ou indirects respectivement des substances prioritaires et des substances dangereuses visées à l'article R. 212-9 du code de l'environnement.

La demande de modifications à la hausse sur ces paramètres n'est pas autorisée, et doit d'ailleurs plutôt être revue à la baisse. L'inspection des installations classées constate qu'il n'y a pas eu de dépassement et même des concentrations en dessous des limites de quantification

sur ces 3 paramètres en 2025. Les valeurs limites indiquées à l'arrêté préfectoral pourraient ainsi être abaissées aux limites de quantification de **1µg/L pour le Cadmium** (actuellement à 100 µg/L) et de **0,05 µg/L pour le mercure** (actuellement à 10 µg/L). Concernant le **nonylphénol**, la limite a été relevée à la limite de quantification de **0,25µg/L** lors d'une précédente visite, car la limite de 0,10 µg/L ne pouvait être vérifiée en laboratoire. L'exploitant est d'accord avec ces propositions.

b) **Nickel** et ses composés, **le plomb** et ses composés,

Ce sont des substances prioritaires qui doivent faire l'objet d'une réduction progressive depuis le 20 novembre 2021, conformément à **l'arrêté ministériel du 8 juillet 2010 précité**.

La demande de modifications à la hausse sur ces 2 paramètres n'est pas autorisée, et doit d'ailleurs plutôt être revue à la baisse.

L'inspection constate qu'il n'y a pas eu de dépassement et même des concentrations en dessous de la limite de quantification pour le plomb en 2025. La valeur limite indiquée à l'arrêté préfectoral pourrait être abaissée à **100 µg/L pour le Plomb** (actuellement à 300 µg/L). Concernant le **nickel**, la valeur limite de 1000 µg/L pourrait être abaissée à **500 µg/L** vu les mesures sur l'année 2025 (seulement 8 mesures au-dessus de la limite de quantification). L'exploitant est d'accord avec la proposition de diminution de ces VLE.

c) **Cuivre** et ses composés, **le zinc** et ses composés

L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleurs techniques disponibles (MTD) définit dans son annexe 3.5, les valeurs limites pour le Cuivre à 500 µg/L et le Zinc à 2000 µg/L. Les valeurs limites de l'arrêté préfectoral sont très basses : à 5 µg/L pour le Cuivre et 10 µg/L pour le Zinc. L'exploitant explique ne pas pouvoir atteindre ces valeurs malgré ses investigations réalisées depuis plusieurs années. Il présente la campagne de prélèvement et de mesure avec l'agence de l'eau Seine Normandie de 2021 qui indique des rendements d'abattement de 99,5 % pour le zinc et de 99,9 % pour le cuivre de son process et propose ainsi de réévaluer les valeurs limites à 250 µg/L pour le cuivre avec un flux de 25g/j et 2000 µg/L pour le zinc avec un flux de 200 g/j. A la lecture des mesures réalisées sur ces deux paramètres en 2025, la valeur limite du **cuivre pourrait être augmentée à 250 µg/L et le zinc à 500 µg/L**. L'exploitant est d'accord avec cette proposition.

Concernant la demande d'abandon de surveillance sur les paramètres Fer, Aluminium, Manganèse, BTEX et AOX, ces substances ont été détectées lors de plusieurs analyses en 2025 ce qui ne permet pas de les juger non pertinentes conformément à l'AM du 17/12/2019 relatif au MTD et d'abandonner leur surveillance. Il est proposé de regrouper le fer et l'aluminium par un seul paramètres Fe/Al (code sandre 7714) pour une valeur limite de 5mg/L (issue de l'arrêté ministériel du 02/02/98) à une fréquence trimestrielle et de supprimer le paramètre métaux totaux, tous les métaux étant mesurés par ailleurs.

Enfin, l'inspection des installations classées est favorable à passer d'une surveillance hebdomadaire à trimestrielle pour l'indice phénol, les mesures de 2025 sont toutes en dessous de la limite de quantification à 0,01 mg/L ce qui est permis par l'AM du 17/12/2019 relatif au MTD.

Néanmoins, l'inspection des installations classées note que ces modifications ne sont pas compatibles avec l'autorisation de déversement d'eaux non domestiques dans le réseau public d'assainissement, prise par la métropole Rouen Normandie au bénéfice de l'exploitant le 20 septembre 2021. Les options permettant la conformité avec cette autorisation de déversement, dont l'ajustement des VLE des différentes substances, seront donc discutées lors de la réunion proposée le 21 avril.

Toutes ces modifications sont reprises dans les tableaux suivants, qui ne sont pas compatibles



avec l'autorisation de déversement sus-mentionnée et doivent donc faire l'objet de discussions le 21 avril :

**1 ) valeurs limites d'émission des eaux résiduaire avant rejet dans la station d'épuration collective**

Débit de référence	Maximal : 10 m <sup>3</sup> /h, 100 m <sup>3</sup> /j	Moyen journalier : 90 m <sup>3</sup> /j
Paramètre	Concentration maximale en moyenne journalière (en mg/l ou µg/l)	Flux maximal journalier (en g/j ou kg/j)
DCO	1200 mg/l	100 kg/j
DBO5	400 mg/l	32 kg/j
MEST	300 mg/l	24 kg/j
Azote total (N)	75 mg/l	6,75 kg/j
Phosphore total (P)	25 mg/l	2.25 kg/j
Hydrocarbures totaux	5 mg/l	0,4 kg/j
Cyanure	0,1 mg/l	8 g/j
Indice Phénols	0,1 mg/l	8 g/j

Arsenic	0,05 mg/l	4 g/j
<u>Fer / aluminium</u>	<u>5 mg/l</u>	450 g/j
<u>Cadmium</u>	< LQ (1µg/l)	-
<u>Mercure</u>	< LQ (0,05 µg/l)	-
Chrome hexavalent	0,1 mg/l	9 g/j
<u>Nickel (1)</u>	0,5 mg/l	45 g/j
<u>Plomb (1)</u>	0,1 mg/l	9 g/j
AOX (1)	1 mg/l	30 g/j
Titane	-	-
BTEX (1)	1,5 mg/l	1g/j

Chrome (1)	0,3 mg/l	27 g/j
Manganèse (1)	1 mg/l	10 g/j
<u>Nonylphénols</u>	< LQ (0,25 µg/l)	-
NP2OE*	< LQ (0,1 µg/l)	-
<u>Cuivre et ses composés</u>	0,25 mg/l	22,5 g/j
<u>Zinc et ses composés</u>	0,50 mg/L	45 g/j

## 2) Fréquences et modalités de l'auto-surveillance de la qualité des rejets

Paramètres	Code SANDRE	Auto surveillance assurée par l'exploitant	Auto surveillance assurée par l'exploitant
Paramètres		Type de suivi	Périodicité de la mesure
Eaux résiduaires		Eaux résiduaires	Eaux résiduaires

après épuration is- sues des rejets N° 1		après épuration is- sues des rejets N° 1	après épuration is- sues des rejets N° 1
pH	1302	Mesure instantanée	A chaque bâchée ou Continue
température	1301	Mesure instantanée	A chaque bâchée ou Continue
débit	1552	Mesure instantanée	A chaque bâchée ou Continue
DCO	1314	Prélèvement asservi au débit	A chaque bâchée ou journalière
MES	1305	Prélèvement asservi au débit	A chaque bâchée ou journalière
DBO5	1313	Prélèvement asservi au débit	mensuelle
Hydrocarbures	7009	Prélèvement asservi au débit	A chaque bâchée ou journalière
Azote global	1319	Prélèvement asservi au débit	A chaque bâchée ou journalière
Phosphore	1350	Prélèvement asservi au débit	A chaque bâchée ou journalière
<u>Indice Phénols</u>	1440	Prélèvement asservi au débit	A chaque bâchée ou journalière
Cyanures	1390	Prélèvement asservi au débit	A chaque bâchée ou journalière

Arsenic	1369	Prélèvement au débit	asservi A chaque bâchée ou journalière
Cadmium	1388	Prélèvement au débit	asservi A chaque bâchée ou journalière
Mercuré	6369	Prélèvement au débit	asservi A chaque bâchée ou journalière
Chrome hexavalent	1371	Prélèvement au débit	asservi A chaque bâchée ou journalière
Fer / aluminium	7714	Prélèvement au débit	asservi Trimestrielle
Nickel (1)	1386	Prélèvement au débit	asservi A chaque bâchée ou journalière
Plomb (1)	1382	Prélèvement au débit	asservi A chaque bâchée ou journalière
AOX (1)	1106	Prélèvement au débit	asservi A chaque bâchée ou journalière
Titane	1373	Prélèvement au débit	asservi annuelle
BTEX (1)	5918	Prélèvement au débit	asservi Mensuelle
Chrome (1)	1389	Prélèvement au débit	asservi A chaque bâchée ou journalière

Manganèse (1)	1394	Prélèvement asservi au débit	A chaque bâchée ou journalière
Nonylphénols	6598	Prélèvement asservi au débit	Trimestrielle
NP2OE*	6369	Prélèvement asservi au débit	Trimestrielle
Cuivre et ses compo- sés	1392	Prélèvement asservi au débit	A chaque bâchée ou journalière
Zinc et ses composés	1383	Prélèvement asservi au débit	A chaque bâchée ou journalière

(1): La surveillance peut être abandonnée si la substance n'est pas détectée lors d'analyses sur les rejets aqueux. La substance est jugée non pertinente.

**Commentaire de l'inspection des installations classées:**

La conformité avec l'autorisation de déversement d'eaux non domestiques dans le réseau public d'assainissement n'est pas établie. Il est proposé une réunion sur site le 21 avril 2026 afin d'échanger sur ce sujet. Les articles 4.3.11 et 9.2.3.1 seront ensuite modifiés dans le projet d'arrêté préfectoral cadre.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Autosurveillance rejets eaux résiduaires**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 30/08/2023, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émissions

**Prescription contrôlée :**

La société BACHELET BONNEFOND, dont le siège social est situé au n°12, rue de l'Ancienne Mare à PETIT-QUEVILLY (76 140) est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 4.3.9 et 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 21 avril 2022 susvisé en mettant en œuvre les moyens nécessaires pour que l'ensemble des paramètres réglementés (caractéristiques, concentrations et/ou flux) soit respecté et inférieur à la valeur limite d'émission prescrites par ces mêmes articles.

Pour cela, l'exploitant fournit sous un délai d'un mois à l'inspection des installations classées son plan d'actions pour un retour à la normale des rejets aqueux de l'installation avec tous les éléments d'appréciation permettant de garantir l'efficacité de celui-ci.

Ce plan d'actions est accompagné d'un échéancier de réalisation et d'un engagement sur une

échéance de mise en conformité qui ne peut excéder 6 mois.

La mise en demeure sera réputée satisfaite après 6 mois supplémentaires d'absence de dépassement de l'autosurveillance réalisée par l'exploitant et régulièrement transmise à l'inspection des installations classées via l'application GIDAF.

**Constats :**

L'inspection des installations classées ne relève pas de dépassement des valeurs limites d'émission par les rejets aqueux, mis à part sur les paramètres cuivre et zinc qui font l'objet de demande de réévaluation (PAC du 12/11/24 et 05/11/25) depuis le mois de juin 2025, soit sur une période d'au moins 6 mois. Les rejets en Cu et Zn sont cependant conformes aux nouvelles VLE projetées.

**Relevé de décision :**

L'inspection des installations classées considère que la mise en demeure du 30 août 2023 peut désormais être levée, car il n'a pas été constaté de dépassements sur les 6 derniers mois.

L'inspection des installations classées propose à monsieur le Préfet la levée de la mise en demeure du 30 août 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 6 : Eaux résiduaires traitées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 4.3.15

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites de réutilisation de eaux

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant l'utilisation des eaux résiduaires traitées pour ses activités de nettoyage de réseau d'assainissement (via ses camions hydrocureurs) et de son site, les valeurs limites et fréquences (indiquées dans le tableau ci-dessous) mesurées sur effluent brut non décan-té et avant toute dilution. Le prélèvement s'effectue au niveau de la cuve de stockage de 50 m<sup>3</sup> :

Paramètres	Valeur limite (eaux résiduaires après traitement tertiaire)	Fréquence d'analyse
Eschérichia coli	1000 NPP/ 100 mL	mensuelle
Entérocoques intestinaux	100 NPP/ 100 mL	mensuelle
Coliformes totaux	10 000 / 100 mL	mensuelle
Legionella pneumophila	1000 UFC/L	trimestrielle

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant réalise régulièrement les analyses bactériologiques, en aval du traitement et en amont au niveau de la distribution des eaux rési-duaires traitées (cuve de 50 m<sup>3</sup>) et ne relève aucun dépassement aux valeurs limites et fréquence

de surveillance. L'exploitant réalise même une surveillance mensuelle plutôt que trimestrielle sur la legionella pneumophila.

L'inspection des installations classées note que la valeur du 27 mars en aval du traitement pour le paramètre coliforme est indiquée supérieure à 110, sans préciser si elle est bien conforme et inférieure à la valeur limite de 10 000. L'exploitant n'a pas de réponse.

Toutefois, les valeurs mesurées au niveau de la distribution le même jour et le 1<sup>er</sup> avril sont conformes.

L'exploitant indique avoir comptabilisé 5 427 m<sup>3</sup> d'eau traitée dont 884 m<sup>3</sup> ont été utilisés pour ses activités extérieures en 2025.

**Commentaire :**

Il est de la responsabilité de l'exploitant de vérifier les résultats d'analyses et d'en assurer l'interprétation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 7.3.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification périodique

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. La vérification fait l'objet d'une inscription sur un registre avec les mentions suivantes :

date et nature des vérifications,

personne ou organisme chargé de la vérification,

motif de la vérification : périodique ou suite à un accident, et, dans ce cas, nature et cause de l'accident.

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant effectue régulièrement une vérification de ses installations électriques dont le dernier rapport Q18 du 17 octobre 2025 conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Toutefois, le rapport de vérification des installations électriques relève 14 observations qui font l'objet d'un devis par un électricien (devis du 6 mars 2026 transmis après la visite).

L'inspection des installations classées constate également que le dernier rapport Q19 de vérification par thermographie infrarouge, effectuée le 13 août 2025, conclut que « l'ensemble des armoires et coffrets sont propres et correctement maintenus. A l'issue du contrôle, il semble que le risque d'incendie d'origine électrique soit faible. »

**Commentaire :**

Il est de la responsabilité de l'exploitant de lever les 14 observations relevées dans le rapport de



vérification des installations électriques du 17 octobre 2025, a minima pour le prochain contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Réservoirs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 7.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification de l'étanchéité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>L'exploitant doit procéder ou faire procéder à une inspection visuelle des équipements à fréquence hebdomadaire pour les cuves et tuyauteries, mensuelle pour la fosse d'eaux hydrocarburées et semestrielle pour la fosse de graisses, à un test d'étanchéité décennal et à une épreuve hydraulique périodique avec surpression de 50 % ou d'au moins 0,3 bar ou tout autre test équivalent. Les fréquences sont à moduler en fonction de la nature des produits : un an pour les produits acides et dix ans pour les huiles. Ces inspections sont enregistrées sur des fiches de vérification et d'entretien.</p> <p>Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.</p> <p>Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.</p> <p>La forme des réservoirs doit permettre un nettoyage facile.</p> <p>Les cuves doivent être régulièrement débarrassées de dépôts ou tartres.</p> <p>Les cuves doivent avoir une affectation précise et être clairement identifiées.</p> <p>Les réservoirs et canalisations doivent être installés à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare procéder à une inspection visuelle des équipements (fuites, fissures..) à une fréquence mensuelle pour les cuves et tuyauteries, la fosse d'eaux hydrocarburées, et la fosse de graisses. Les informations sont retranscrites dans un tableau de suivi dématérialisé. L'inspection des installations classées constate la présence d'un choc sur l'une des cuves de floes de 20 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'exploitant n' a pas pu présenter de test d'étanchéité décennal. Il précise que l'épreuve hydraulique périodique avec surpression de 50 % ou d'au moins 0,3 bar ou tout autre test équivalent n'est pas possible sur son site.</p> <p>Il déclare également réaliser des tests de niveau d'eau sur 24 heures pour vérifier les éventuelles fuites et que des sondes ultrasons permettent de connaître le niveau de remplissage de chaque cuve qui est relevé et noté sur une feuille de route pour chaque filière.</p> <p>Les cuves ont une affectation précise mais ne sont pas clairement identifiées sur le site, par exemple en fonction du traitement (liposep et hyrosep).</p> <p>L'inspection des installations classées constate également que la rétention du traitement biologique n'est pas propre (présence de feuilles) et que tout le dispositif de traitement au charbon actif n'est pas sur rétention.</p> <p>Après la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 25 mars 2026, le rapport des derniers tests</p>

(en interne) effectués en 2010 et 2020 sur les 2 cuves ainsi que le débourbeur servant au stockage des hydrocarbures bruts avant traitement (filière d'hydrosep). Le rapport conclut que les cuves sont étanches et aptes à recevoir les déchets hydrocarburés en 2000, le suivi de contrôle réalisé en 2020 ne relève pas non plus de fuite (niveau d'eau stable lors du test d'étanchéité).

**Commentaire :**

Il est de la responsabilité de l'exploitant de procéder hebdomadairement à une inspection visuelle de ses équipements pour les cuves et tuyauteries.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°1 :** L'exploitant doit **sous un délai d'un mois** transmettre le rapport du dernier test d'étanchéité de moins de 10 ans, et/ou procéder à un nouveau test d'étanchéité sur les cuves de la filière Liposep et notamment justifier le bon état de la cuve présentant un choc. Il doit également clairement identifier les cuves en fonction notamment de la filière de traitement.

**Demande n° 2 :** l'exploitant doit **sous un délai d'un mois** procéder au nettoyage de la rétention du dispositif de traitement biologique et mettre tout le dispositif de traitement au charbon actif des eaux sur la rétention (y compris les canalisations).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 9 : Traitement de déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 8.3.7

**Thème(s) :** Autre, Filière de traitement

**Prescription contrôlée :**

**Article 8.3.7. Procédés de traitement.**

L'exploitant n'ajoute un déchet lors d'une opération de pré-traitement qu'après s'être assuré de sa compatibilité avec les autres déchets. Des analyses et une surveillance étroite des procédés doivent être effectuées. L'exploitant doit informer le producteur de toutes anomalies survenues sur les déchets dans le traitement (substitution d'une filière de traitement à une autre...).

**LIPOSEP :**

Les procédés de traitement des sous-produits gras alimentaires sont les suivants :

- dégrillage : la phase solide est destinée à rejoindre une filière de traitement des ordures ménagères ; décantation : les graisses récupérées sont régulièrement acheminées par camions-citernes vers des sites de valorisation ;
- floculation / flottation de la partie aqueuse : les floccs sont remis en décantation et éliminés avec les graisses tandis que la phase aqueuse rejoint le flux n°1 défini à l'article 4.3.1.

**HYDROSEP :**

Les procédés de traitement des eaux hydrocarburées sont les suivants :

- dégrillage, puis décantation dans le bac réception : les solides récupérés sont envoyés en centres de destruction agréés ;
- déshuilage : les hydrocarbures sont stockés dans une cuve de 30 m3 puis éliminés en centres de revalorisation agréés ;

- floculation / flottation de la partie aqueuse : les floccs sont stockés dans un bac de 20 m3 puis acheminés vers des sites de valorisation ;
- décantation : les hydrocarbures sont stockés dans une cuve de 30 m3 puis éliminés en centres de revalorisation agréés tandis que les eaux rejoignent le flux n°1 défini à l'article 4.3.1.

#### Constats :

Il est passé en revue la liste des codes déchets en fonction de la filière de traitement (HYDROSEP / LIPOSEP).

Il est rappelé que la filière LIPOSEP est un procédé de traitement de **déchets non dangereux**, les graisses étant notamment destinées à la valorisation en méthanisation, les codes déchets avec une étoile (déchets dangereux) sont écartés de la liste. Il y a également des erreurs de filières pour certains codes (boues dangereuses). De plus, le code 15 02 02 \* est écarté de la filière HYDROSEP, car c'est un déchet solide (d'emballage, chiffons d'essuyage..), déchet interdit sur le site.

#### **Filière LIPOSEP :**

L'installation est autorisée à prétraiter 12 000 tonnes par an de déchets non dangereux (sous produits gras alimentaires). Les procédés de traitement des sous-produits gras alimentaires sont les suivants :

- dégrillage : la phase solide est destinée à rejoindre une filière de traitement des ordures ménagères (incinération) ;
- décantation : les graisses récupérées sont régulièrement acheminées par camions-citernes vers des sites de valorisation, notamment la méthanisation ;
- floculation / flottation de la partie aqueuse : les floccs sont remis en décantation et éliminés avec les graisses tandis que la phase aqueuse rejoint le flux n°1 (pour le traitement biologique).

Seuls sont autorisés les déchets pour la filière LIPOSEP indiqués dans le tableau suivant :

Code déchet	Libellé du code déchet
02 03 01	boues provenant du lavage, du nettoyage, de l'épluchage, de la centrifugation et de la séparation
02 03 04	matières impropres à la consommation ou à la transformation
02 03 05	boues provenant du traitement in situ des effluents
02 03 99	déchets non spécifiés ailleurs

02 04 03	boues provenant du traitement in situ des effluents
02 04 99	déchets non spécifiés ailleurs
02 05 01	matières impropres à la consommation ou à la transformation
02 05 02	boues provenant du traitement in situ des effluents
02 05 99	déchets non spécifiés ailleurs
02 06 01	matières impropres à la consommation ou à la transformation
02 06 03	boues provenant du traitement in situ des effluents
02 06 99	déchets non spécifiés ailleurs
02 07 01	déchets provenant du lavage, du nettoyage et de la réduction mécanique des matières premières
02 07 04	matières impropres à la consommation ou à la transformation
02 07 05	boues provenant du traitement in situ des effluents
02 07 99	déchets non spécifiés ailleurs

20 01 25	huiles et matières grasses alimentaires (1)
20 03 04	boues de fosses septiques
19 08 09	mélanges de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées contenant seulement des huiles et graisses alimentaires

(1) Autres que ceux répondant à la définition de biodéchets

**Filière HYDROSEP :**

L'installation est autorisée à prétraiter 6000 tonnes par an de déchets dangereux.

Les procédés de traitement des eaux hydrocarburées (déchets dangereux) sont les suivants :

- dégrillage, puis décantation dans le bac réception : les solides récupérés sont envoyés en centres de destruction agréés ;
- déshuilage : les hydrocarbures sont stockés dans une cuve de 30 m<sup>3</sup> puis éliminés en centres de revalorisation agréés,
- floculation / flottation de la partie aqueuse : les floccs sont raclés et acheminés vers la cuve de réception de 24 m<sup>3</sup> puis acheminés vers des sites de valorisation tandis que les eaux rejoignent le flux n°1 (pour le traitement biologique).

Seuls sont autorisés les déchets pour la filière HYDROSEP indiqués dans le tableau suivant :

Code déchet	Libellé du code déchet
01 05 05*	boues et autres déchets de forage contenant des hydrocarbures
01 05 99	déchets non spécifiés ailleurs
05 01 03*	boues de fond de cuves
05 01 05*	hydrocarbures accidentellement répandus
05 01 06*	boues contenant des hydrocarbures provenant des opérations de maintenance de l'installation ou des équipements

05 01 99	déchets non spécifiés ailleurs
12 03 01*	liquides aqueux de nettoyage
12 03 02*	déchets du dégraissage à la vapeur
13 04 01*	hydrocarbures de fond de cale provenant de la navigation fluviale
13 04 02*	hydrocarbures de fond de cale provenant de canalisations de mûles
13 04 03*	hydrocarbures de fond de cale provenant d'un autre type de navigation
13 05 01*	déchets solides provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures
13 05 02*	boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures
13 05 03*	boues provenant de déshuileurs
13 05 06*	hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures
13 05 07*	hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures
13 05 08*	mélanges de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures
15 02 02*	absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons

	d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses
16 07 08*	déchets contenant des hydrocarbures
16 07 09*	déchets contenant d'autres substances dangereuses
16 07 99	déchets non spécifiés ailleurs
16 10 01*	déchets liquides aqueux contenant des substances dangereuses
16 10 02	déchets liquides aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 01
16 10 03*	concentrés aqueux contenant des substances dangereuses
16 10 04	concentrés aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 03
17 05 05*	boues de dragage contenant des substances dangereuses
19 02 05*	boues provenant des traitements physico-chimiques contenant des substances dangereuses
19 02 06	boues provenant des traitements physico-chimiques autres que celles visées à la rubrique 19 02 05
19 02 07*	hydrocarbures et concentrés provenant d'une séparation

19 02 13*	autres déchets contenant des substances dangereuses
19 02 99	déchets non spécifiés ailleurs
19 07 02*	lixiviats de décharges contenant des substances dangereuses
19 07 03	lixiviats de décharges autres que ceux visés à la rubrique 19 07 02
19 08 01	déchets de dégrillage
19 08 05	boues provenant du traitement des eaux usées urbaines
19 11 03*	déchets liquides aqueux
19 11 05*	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses
19 11 99	déchets non spécifiés ailleurs
19 13 05*	boues provenant de la décontamination des eaux souterraines contenant des substances dangereuses
19 13 07*	déchets liquides aqueux et concentrés aqueux provenant de la décontamination des eaux souterraines contenant des substances dangereuses



20 03 06	déchets provenant du nettoyage des égouts
20 03 99	déchets municipaux non spécifiés ailleurs

Il est ajouté à la liste des déchets interdits, les déchets pouvant contenir des PFAS.

**Commentaire de l'inspection des installations classées:**

Ces modifications seront intégrées dans le projet d'arrêté préfectoral cadre dans le chapitre 8.1 et à l'article 8.3.7.

**Type de suites proposées :** Sans suite